

Des jeunesses rurales plurielles

Clotilde Garnier, secrétaire nationale du MRJC⁽¹⁾, en charge de l'axe « Jeunesses », est intervenue lors de la dernière université d'automne de la LDH⁽²⁾ sur les jeunesses rurales, leurs problématiques spécifiques et leur place dans ces territoires. L'opportunité pour *D&L* de s'entretenir avec elle sur ces sujets.

Pouvez-vous présenter le MRJC et dire d'où vous parlez ?

Nous sommes une association de jeunesse et d'éducation populaire organisée par et pour les jeunes de 13 à 30 ans ; nous fêtons nos 95 ans. Notre but c'est que les territoires ruraux soient animés par et pour les jeunes, avec une réflexion sur ce qu'ils peuvent apporter à ces territoires et pas seulement ce que les territoires peuvent leur apporter.

Comment caractériseriez-vous les jeunes ruraux ?

On peut repérer des problématiques communes : celle de l'accès aux loisirs, celle de la mobilité, avec une très forte dépendance aux parents. Comment voir mes potes ? Comment, en fonction des lieux et des horaires, vais-je pouvoir faire du judo, de la danse ? Mes parents qui travaillent vont-ils pouvoir m'y emmener ? Emmener mes frères ou mes sœurs ? Et c'est le même problème pour la scolarité : aller au lycée général signifie souvent devoir aller en ville, et, pour beaucoup de jeunes, être en internat, dès 14 ou 15 ans. Ensuite, lorsqu'il est question d'emploi, dans les communes peu denses, 38 % de jeunes disent avoir renoncé à passer un entretien d'embauche à cause des difficultés de transport, contre 19 % en milieu urbain⁽³⁾. Cela fait partie de ce qu'on appelle le « coût d'accès à l'emploi ».

Heureusement, il y a aussi du positif : des jeunes qui disent être plus proches de leur famille, avoir un cadre de vie plus agréable, même si celui-ci est sans doute un peu idéalisé. Et il y a eu une forme de renversement : les jeunes associent plus facilement la notion de liberté à la campagne qu'à la ville, avec un discours critique et ironique sur celle-ci.

Peut-on établir une typologie de ces jeunes ?

Je me réfère aux travaux de la géographe Mélanie Gambino. Elle a défini trois profils de jeunes : ceux qui restent, ceux qui partent et reviennent, et ceux qui s'installent. De profils qui sont en miroir de trois types de rural : le rural piège, le rural refuge et le rural comme cadre de vie.

Les jeunes qui restent ont été décrits notamment par Benoît Coquard⁽⁴⁾, par Nicolas Renahy⁽⁵⁾ et, plus récemment, s'agissant des jeunes femmes, par Yaëlle Amsellem-Mainguy⁽⁶⁾. Ce sont des jeunes généralement issus de milieux populaires et qui restent

sur leur territoire à la fois pour des raisons économiques (coût du départ en ville pour faire des études...) et pour des raisons qui relèvent de facteurs socioculturels : la défiance vis-à-vis des études longues et la valorisation du travail manuel, mais aussi le manque de connaissance des filières. S'y ajoutent un attachement au territoire, le désir de rester proche du lieu où l'on a grandi. Tout cela les conduit à préférer des études courtes comme les BTS, qui sont implantés dans les lycées, ou des DUT, mieux répartis sur le territoire. On constate aussi beaucoup de choix d'orientation vers des filières professionnelles, notamment à travers les MFR⁽⁷⁾, avec des spécialisations dans l'agriculture et le service à la personne. Bref, des choix qui se font d'abord en fonction du territoire plus que du métier. Et la réforme du lycée professionnel tend à accentuer ce phénomène : dans nombre de territoires les formations proposées sont déterminées par les possibilités d'emploi locales, les besoins des entreprises du coin, ce qui fait que les jeunes ne vont jamais en sortir.

Il y a en outre une dimension genrée de la problématique : les stéréotypes de genre font que les jeunes femmes sont poussées vers la vente ou les services à la personne avec des emplois plus précaires, du temps partiel ou des temps de travail fractionnés. Mélanie Gambino ajoute que c'est avant tout le chômage et non l'isolement géographique ou social qui marginalise les jeunes ruraux.

Qu'en est-il des deux autres types ?

Les jeunes qui partent et reviennent, ce sont ceux qui font les allers-retours entre la ville et la campagne, la semaine en ville et le week-end à la campagne. C'est un peu ce que j'ai vécu, avec un retour un week-end sur deux et la nécessité de trouver un covoiturage parce que la gare la plus proche est à vingt-cinq kilomètres. Ces jeunes ont une représentation très idéalisée du rural,

« On peut repérer des problématiques communes aux jeunes ruraux : celle de l'accès aux loisirs, celle de la mobilité, avec une très forte dépendance aux parents. »



*Clotilde Garnier
(aux côtés de Gérard Aschieri):
« Nous demandons de vraies
politiques de jeunesse
dans les territoires ruraux.
A cet égard le projet de loi
de finances nous inquiète :
les coupes dans les subventions
aux collectivités territoriales
risquent d'impacter fortement
les politiques de jeunesse
et l'éducation populaire. »*

liée au fait que le retour chez eux, c'est le moment où ils voient leur famille, retrouvent leurs copains, même si ce lien va se distendre car ceux qui restent et ceux qui font les allers-retours vont développer des sociabilités différentes, des idées divergentes, ce qui peut être difficile à vivre. Dans cette catégorie les femmes ont tendance à faire des études plus longues car elles savent que l'accès à l'emploi sur ces territoires ne sera pas le même que pour les hommes et elles reviennent moins, y compris parce que la sociabilité des jeunes femmes qui sont restées est très conditionnée par la maternité, plus précoce que la moyenne. Une caractéristique de ces jeunes qui partent et reviennent est qu'ils passent directement de l'internat, un espace sécurisé, à seuls en appartement, avec un accès précoce à l'autonomie : c'est valorisé, mais c'est aussi contraint.

Les jeunes qui s'installent sont très souvent ceux qui font les allers-retours : ils ont gardé l'image du lieu où ils ont grandi, où vit leur famille, avec une vision parfois idéalisée de la vie à la campagne : ils ont envie d'y vivre, d'y fonder une famille. Le problème est alors celui du travail : ne sont-ils pas surqualifiés, par rapport aux emplois locaux ? Quels choix faut-il faire : s'installer en agriculture ? Créer sa propre entreprise ? Un autre problème est de savoir comment recréer des liens avec ceux qui ont été des amis dans l'enfance mais dont on s'est éloigné, avec qui on ne partage plus les mêmes idées. S'y ajoute la problématique du logement : on a tendance à croire que le logement est bon marché dans le rural, mais en général ce qu'on n'achète pas cher a besoin d'être rénové ; par ailleurs il y a très peu de locatif et très peu de logements de petite taille. Enfin, il y a le problème des services

(1) Mouvement rural de jeunesse chrétienne.

(2) Il s'agissait de la cinquième table ronde « Jeunesses rurales, jeunes urbaines. Comment le territoire influe sur le rapport à la formation, à l'emploi, à l'engagement, à la famille, aux autres... » de l'université d'automne de la LDH (30 nov.-1^{er} déc. 2024).

(3) Rapport de l'institut Terram pour Chemins d'avenir, publié en mai 2024 (Felix Assouly, Salomé Berlioux, Victor Delage, « Jeunesse et mobilité : la fracture rurale »).

(4) *Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, 2019.

(5) *Les Gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, La Découverte, 2010.

(6) *Les Filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural*, Les Presses de Sciences Po, 2021.

(7) Maisons familiales rurales, qui sont des établissements de formation privés.

**« Beaucoup de choix d'orientation se font
en fonction du territoire plus que du métier.
Et la réforme du lycée professionnel
tend à accentuer ce phénomène : dans nombre
de territoires les formations proposées sont
déterminées par les possibilités d'emploi locales. »**

publics qui ferment, celui du manque de médecins généralistes et de l'éloignement des spécialistes. Le phénomène touche aussi les entreprises privées : par exemple dans mon département, le Crédit Agricole, la banque de référence des agriculteurs, projette de fermer son agence de Bar-le-Duc : tout un symbole !

Face à ce constat, comment se positionne le MRJC ?

Ce que nous portons, c'est la revendication de pouvoir vivre sur nos territoires, de s'y sentir bien ensemble, d'y développer nos projets : si on a besoin d'aller en ville parce que les services y sont, ce n'est pas notre idéal et la question n'est pas tant celle des moyens d'y accéder que la capacité de vivre bien dans le rural. Nous demandons également de vraies politiques de jeunesse dans ces territoires. A cet égard le projet de loi de finances nous inquiète : les coupes dans les subventions aux collectivités terri-

toriales risquent d'impacter fortement les politiques de jeunesse et l'éducation populaire ; d'autant que l'on pense souvent que les jeunes n'ont pas besoin qu'on leur propose des activités et, de ce fait, les moyens sont plutôt dirigés vers les enfants, le périscolaire, les cantines... C'est important, mais cela ne constitue pas une politique de jeunesse.

Enfin nous nous préoccupons du vivre ensemble dans ces territoires : comment, dans ce contexte politique, réussit-on à s'entendre ? Comment fait-on du lien ? Mais aussi comment fait-on la fête ensemble ? Comment politise-t-on la fête ? Qu'est-ce que cela nous apporte ? Ce sera d'ailleurs le thème de notre prochain grand rassemblement, en juillet 2025... ●

**Propos recueillis par Gérard Aschieri,
rédacteur en chef de D&L**

Paroles de jeunes sur le sujet des territoires

Lors de l'université d'automne de la LDH la parole a été donnée à des jeunes venus d'horizons divers. Extraits.

Salim (Roubaix)

« J'ai 19 ans et je suis du quartier de l'Alma. Actuellement la problématique c'est la démolition du quartier. Nous, on pense qu'une rénovation aurait été préférable car on a vu que des habitants de ce quartier avaient été relogés ailleurs. On a nos racines dans le quartier : c'est là où on est né, où on a grandi, où on a appris à marcher. [...] Actuellement dans notre quartier il y a des policiers partout, on a l'impression d'être surveillés vingt-quatre heures sur vingt-quatre : avant hier on s'est fait contrôler alors qu'on sortait tout juste du Pôle jeunesse. On a l'impression d'être du bétail. Ils trouvent des problèmes là où il ne doit pas y en avoir. On est juste des jeunes qui souhaitent s'amuser, être entre amis, et rien que de traîner dehors, on a l'impression qu'on n'en a plus le droit. »

Aïcha (Corbeil, les Tarterêts)

« Les femmes dans les quartiers font souvent preuve de courage pour surmonter les difficultés liées aux situations familiales et professionnelles... Elles sont fortes et inspirantes ; elles jouent souvent un rôle dans la gestion des tensions familiales ou communautaires. Dans mon quartier il y a souvent des femmes, des mamans, qui ne savent pas parler le français : du coup elles font de l'entrepreneuriat : elles vendent de la nourriture. Ce sont elles qui mettent de la joie et du bonheur dans le quartier, qui aident les jeunes : ce sont des acteurs de la vie des quartiers. Il y a beaucoup de violences faites aux femmes, mais dans notre quartier il y a plein d'associations qui leur viennent en aide : si une femme se fait violenter il ne faut pas qu'elle se sente seule car il y a beaucoup de gens pour l'aider à surmonter cette épreuve. »

Angèle (Creuse)

« J'ai des parents agriculteurs et je vais au lycée à Limoges : c'est une heure quarante-cinq de bus ; je suis donc interne. La question de la mobilité en milieu rural est un sujet qui m'atteint personnellement : le problème en Creuse est qu'il n'y a pas de bus qui circulent à l'intérieur du département. Du coup ça restreint l'accès à la culture, ça restreint les possibilités de voir ses potes. Ça a aussi limité les choix futurs de certains de mes camarades de collège et réduit leur champ des possibles. C'est pourquoi, avec le MRJC, on veut faire un diagnostic de territoire. »

Saoulas et Hadia (Douai)

« Nous sommes sœurs, 16 et 14 ans, nous habitons le quartier Faubourg de Béthune. C'est plus difficile de réussir quand on est issu d'un quartier car nous ne sommes pas regardés de la même manière : les gens de nos quartiers sont vus comme des bons à rien, des délinquants ou même des personnes mal éduquées qui ne réussiront jamais... Alors que beaucoup réussissent. Vivre dans un quartier n'est pas une excuse. L'idée que les filles sont moins visibles dans les quartiers n'est qu'un stéréotype : une fille peut tout autant sortir qu'un garçon, si elle le souhaite. Mais pour ma part je pense qu'après que le coucher du soleil une fille n'a rien à faire dehors, à cause des personnes mal intentionnées qu'on peut croiser, et du sentiment d'insécurité. »

Propos recueillis par G. A.